

LE SOLEIL

Le Soleil

Le Québec et le Canada, vendredi 16 mai 2003, p. A7

Réductions de budget

18 000 précaires sur la corde raide

Leduc, Gilbert

Les compressions budgétaires imposées à la fonction publique par le gouvernement libéral risquent de provoquer une saignée dans les rangs des quelque 18 000 employés à statut précaire des ministères et organismes.

Le coup pourrait être particulièrement dur à encaisser pour la capitale nationale puisqu'un peu plus de 40 % des employés des ministères sont localisés dans la ville de Québec.

Les présidents des principaux syndicats de la fonction publique ainsi que celui de l'Association des cadres du gouvernement du Québec, Serge Doyon, ne voyaient pas comment, hier, les employés à statut précaire pourraient s'en tirer à la suite de coupes budgétaires qui pourraient atteindre jusqu'à 1,5 milliard \$ selon des sources.

Pour se sortir d'une impasse budgétaire de 4,3 milliards \$, Jean Charest a annoncé, mercredi, que le gouvernement allait mettre la fonction publique à contribution sans toutefois préciser la cible des compressions à atteindre.

Ne bénéficiant pas de la sécurité d'emploi au même titre que les permanents, les 10 000 occasionnels et 8000 temporaires risquent, en effet, de se faire montrer le chemin de la porte. Les occasionnels seraient les premiers à écopper.

Les salaires, au gouvernement au Québec, représentent tout près de 60 % des dépenses de programmes. Il est donc impensable de réaliser des compressions dans le secteur public sans toucher à ce poste de dépenses.

À moins d'imposer une réduction salariale à tous les employés - ce qui serait pour le moins surprenant - l'État n'a souvent pas d'autre choix que se départir de ses employés à statut précaire. Quant à l'éventualité de la mise sur pied d'un autre programme de départs massifs à la retraite - comme le gouvernement péquiste l'a fait en 1996 pour réduire la masse salariale de l'État - , il semble que les libéraux ont fait une croix là-dessus. " Ça serait de la folie furieuse de répéter un tel épisode ", affirme Michel Gagnon, président de l'Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec. Pas moins de 36 000 employés de l'ensemble du secteur public disent *bye bye boss* alors que l'on s'attendait au départ de 18 000 personnes.

" La situation nous inquiète au plus haut point ", commente Michel Sawyer, président du Syndicat de la fonction publique du Québec, qui compte pas moins de 14 650 occasionnels et temporaires parmi ses 42 000 cotisants. " Ça va surtout toucher les jeunes car ils forment une bonne partie des employés à statut précaire ", ajoute Michel Gagnon en précisant également que les femmes composent le tiers des ingénieurs à statut précaire.

M. Sawyer est également préoccupé par l'impact des mises à pied éventuelles sur les autres fonctionnaires. " Ça va augmenter le fardeau de tâche de tous et chacun. " Pour Serge Doyon, " il faudra en faire plus avec moins ".

À l'exception des ministères de la Santé et de l'Éducation, le budget des autres ministères, en 2002-2003, tournait autour de 15 milliards \$. De cette somme, il faut retrancher près de 9 milliards \$, soit l'argent consacré aux transferts aux personnes, aux entreprises et aux municipalités. Il reste donc 6 milliards \$ pour les ministères.

" Peut-on imaginer l'impact de compressions de plus d'un milliard \$ sur une enveloppe globale de 6 milliards \$? ", questionne le président du Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec, Renald Desharnais.

Ce dernier croit que la population subira inévitablement les contrecoups des compressions. " Il ne faudra pas croire les politiciens qui viendront dire que les services directs aux citoyens ne seront pas touchés ", prévient M. Desharnais.

Michel Sawyer ne croit pas, dans un premier temps, que des pans complets de services gouvernementaux vont

être emportés par " l'opération comptable de récupération " que pilote actuellement la présidente du Conseil du Trésor, Monique Jérôme-Forget. Ça viendra à l'automne, croit-il, alors que l'opération de " réingénierie " de l'État va se mettre en branle.

Entre-temps, la fonction publique va sabrer dans ses missions de contrôle, d'inspection, de vérification et d'entretien des équipements publics, prévoit le président du SFPQ. Sans jouer à l'alarmiste de service, Michel Gagnon rappelle que la tragédie de Walkerton, en Ontario, illustre les dangers du désengagement de l'État dans sa responsabilité d'assurer la santé et la sécurité de ses citoyens.

Pour les chefs syndicaux, la vague des compressions n'annonce rien de bon pour les prochaines négociations des conventions collectives qui viendront à échéance le 30 juin.

" Ce n'est pas ça qui va nous refroidir ", tonne Michel Sawyer. Faisant allusion au dernier rapport de l'**Institut de la statistique** du Québec démontrant que la rémunération dans le secteur public tirait de la patte par rapport au privé, M. Desharnais déclare que l'État a besoin d'employés compétents et " que cette compétence a un prix ".

GLeduc@lesoleil.com

© 2003 Le Soleil. Tous droits réservés.

Numéro de document : news-20030516-LS-0019

PUBLI-C news-20030516-LS-0019

Ce certificat est émis à **Michel Gagnon** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

Date d'émission : **2014-10-30**

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.